

Un geste pour la planète : l'impression de cette information est-elle vraiment nécessaire ?

A la veille de la commémoration du 11-Septembre, Obama défend la tolérance religieuse

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 10.09.10 | 20h54 • Mis à jour le 11.09.10 | 17h14



REUTERS/CHRIS HELGREN

Barack Obama à Oslo, le 10 décembre 2009.

A la veille d'un 11 septembre marqué par une controverse sur la place de l'islam dans la société américaine, Barack Obama a appelé, vendredi, ses concitoyens à ne pas s'en prendre les uns aux autres et à faire preuve de tolérance religieuse. Lors d'une conférence de presse, il a rappelé que l'ennemi de l'Amérique était Al-Qaida, pas les musulmans.

"Il est d'une importance cruciale que la majorité écrasante des Américains demeure fidèle à ce qu'il y a de meilleur en nous : une croyance en la tolérance religieuse, une idée claire de l'identité de nos ennemis", a-t-il dit. "Je ferai tout mon possible tant que je serai président des Etats-Unis d'Amérique pour rappeler aux Américains que nous formons une nation sous le regard de Dieu, et que nous appelons peut-être Dieu par des noms différents, mais nous demeurons une nation."

Des remarques qui sont une référence directe à l'emballement médiatique provoqué par les provocations d'un pasteur extrémiste de Floride de brûler des exemplaires du Coran le 11 septembre, sur fond de polémique sur la construction d'un centre culturel islamique à proximité de Ground Zero, à New York. *"Je veux éviter que nous assistions à l'émergence de toute une série de personnes à travers le pays qui pensent que (brûler le Coran) leur permettra d'attirer l'attention sur eux", a ajouté M. Obama.*

Tout en disant comprendre le caractère très sensible de la construction d'une mosquée près du lieu des attentats du 11 septembre 2001, M. Obama a répété que les musulmans avaient le

droit de construire un lieu de culte à cet endroit, tout comme les chrétiens pouvaient construire une église, les juifs une synagogue ou les hindous un temple. Le président a rappelé aux Américains qu'une telle position affaiblissait la rhétorique d'Al-Qaida. Il a d'ailleurs chanté les louanges de son prédécesseur, George W. Bush, qui avait fait comme lui la distinction entre les terroristes et la religion musulmane. *"Nos ennemis sont Al-Qaida et ses alliés qui essaient de nous tuer, mais qui ont tué plus de musulmans que qui que ce soit d'autre sur terre"*, a-t-il insisté.



AP/Seth Wenig

Le projet de construction d'une mosquée à proximité de Ground Zero, à New York, a provoqué de nombreuses manifestations et des crispations antimusulmanes.

LA FAILLITE DE GUANTANAMO

Revenant sur ses propres actions depuis le début de son mandat et alors que s'annoncent de difficiles élections de mi-mandat, le président Obama a reconnu que son administration avait *"failli"* dans son objectif de fermer la prison de Guantanamo et a répété son intention de juger les responsables des attentats du 11 septembre 2001. Il a rappelé qu'il aurait voulu *"fermer plus tôt"* Guantanamo, le 22 janvier 2010, un an après sa prise de fonction. *"Nous avons manqué la date butoir. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais parce que la charge politique véhiculée est difficile"* à juguler, a-t-il ajouté.

Interrogé, à la veille du neuvième anniversaire du 11-Septembre, sur le fait que cinq hommes accusés d'avoir organisé les attentats ne sont toujours renvoyés devant aucun tribunal, civil ou militaire, M. Obama a redit sa confiance tant dans le système judiciaire de droit commun que dans les tribunaux militaires d'exception, qu'il a réformés à l'automne 2009. Il n'a cependant donné aucun calendrier pour une prise de décision sur le lieu du procès, si procès il y a, de ces cinq hommes aujourd'hui détenus à Guantanamo, dont Khaled Cheikh Mohammed, cerveau autorevendiqué des attentats.

"AVANCER DE MANIÈRE CONFORME À NOTRE IMAGE DANS LE MONDE"

"Nous devrions être capable de les enfermer en s'assurant qu'ils ne revoient plus la lumière du jour, nous pouvons le faire, nous l'avons déjà fait par le passé", a-t-il assuré. Mais, a-t-il immédiatement nuancé, *"c'est une question qui a généré énormément de rhétorique"*

politicienne". "J'ai toujours dit qu'il y aurait des circonstances dans lesquelles un tribunal militaire serait plus adéquat", a-t-il ajouté, évoquant la difficulté à réunir des éléments à charge lorsque le suspect a été arrêté sur le champ de bataille.

Le choix entre les deux systèmes va nécessiter un consensus entre démocrates et républicains, a rappelé M. Obama. *"Nous devons pouvoir avancer d'une manière conforme à nos principes d'équité, à notre Constitution, et aussi à notre image dans le monde", a-t-il déclaré. Mais, qu'ils aient été jugés dans l'un ou l'autre système, "enfermons-les dans des prisons dont personne ne s'est jamais échappé", a-t-il insisté.*